

Municipalité
de la Commune de Chêne-Pâquier
Rue du Collège 6
1464 Chêne-Pâquier

Personne de contact : Denis Richter
T 021 316 74 30
E denis.richter@vd.ch
N/réf. 187392/DRR-nva

Lausanne, le 11 mai 2021

Commune de Chêne-Pâquier
Révision du plan d'affectation communal
Examen préalable

Monsieur le Syndic, Mesdames et Messieurs les Municipaux,

Veuillez trouver ci-dessous l'examen préalable du plan d'affectation communal.

HISTORIQUE DU DOSSIER

Étape	Date	Documents
Examen préliminaire	26. 07.2021	Dossier de juin 2019
Séance de coordination	08.09.2021	Dossier d'août 2020
Réception du dossier pour examen préalable	01.12.2020	Dossier de décembre 2020
Examen préalable	Ce jour	Préavis des services cantonaux

COMPOSITION DU DOSSIER SOUMIS POUR EXAMEN PREALABLE

Documents	Date
Plan au 1 :2000 et au 1 :5000	Décembre 2020
Règlement	Décembre 2020
Rapport d'aménagement selon l'article 47 OAT	Décembre 2020
Plan fixant les limites des constructions au 1 :1000	Décembre 2020

Annexes 1 à 9	Décembre 2020
---------------	---------------

AVIS

Le tableau ci-dessous représente une vision synthétique de la prise en compte des principales thématiques de la planification. Les services responsables de ces thématiques sont également relevés dans le tableau.

Pour chaque thématique et sur la base des préavis détaillés des services cantonaux consultés et de notre appréciation, le dossier a été classé selon trois catégories.

La définition de chaque catégorie est la suivante :

- **Conforme** : le projet répond aux exigences des services cantonaux.
- **A adapter** : le projet doit être modifié en tenant compte des demandes des services cantonaux.
- **Non conforme** : le projet est contraire à une ou plusieurs bases légales et doit être remanié en profondeur.

Thématiques		Conforme	A adapter	Non conforme
Principes d'aménagement	Planification directrice		DGTL-DAM	
Principes d'aménagement	Stabilité des plans	DGTL-DAM		
Principes d'aménagement	Dimensionnement de la zone d'habitations et mixte			DGTL-DAM
Principes d'aménagement	Territoire urbanisé		DGTL-DAM	
Principes d'aménagement	Disponibilité foncière		DGTL-DAM	
Principes d'aménagement	Plus-value			
Principes d'aménagement	Equipements	DGTL-DAM DGE-PRE		
Principes d'aménagement	Information et participation	DGTL-DAM		
Affectation	Zone d'activités économiques 15 LAT	SPEI-UER		
Affectation	Zone affectée à des besoins publics 15 LAT	DGTL-DAM		
Affectation	Surface d'assolement			DGTL-DAM
Mobilité	Plan fixant les limites des constructions		DGMR/FS	
Mobilité	Stationnement			DGMR/ADM
Mobilité	Transports publics			
Patrimoine culturel	Monuments et sites naturels		DGE-BIODIV	
Patrimoine culturel	Monuments et sites bâtis		DGIP-MS	
Patrimoine culturel	Archéologie		DGIP-ARCHE	
Patrimoine naturel	Forêt		DGE-FORET	
Protection de l'homme	Mesures énergétiques	DGE-DIREN		

et de l'environnement				
Protection de l'homme et de l'environnement	Bruit		DGE-ARC	
Protection de l'homme et de l'environnement	Eaux		DGE-EAU/EH DGE-EAU/HG	
Protection de l'homme et de l'environnement	Dangers naturels		DGE-GEODE/DN	

Au vu des thématiques jugées non-conformes, nous préavisons défavorablement le plan d'affectation communal. En effet, les thématiques dimensionnement de la zone d'habitations et mixte, surface d'assolement et stationnement ne répondent pas au cadre légal. Ces points peuvent être corrigés en suivant les demandes de la DGTL-DAM et de la DGMR figurant dans leurs préavis ci-dessous.

Si vous souhaitez poursuivre la procédure sans modification, nous proposerons au Département de ne pas approuver, ou d'approuver partiellement, cette planification.

Par ailleurs, en application de l'article 25a de la loi du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT; RS 700), le projet doit être coordonné aux procédures suivantes :

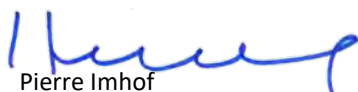
- Loi sur les routes du 10 décembre 1991 (LRou ; RS 725.01) ;
- Loi du 08.05.2012 forestière (LVLFO ; RS 921.01).

Pour plus de précisions, nous vous prions de vous référer aux deux fiches techniques relatives à la procédure de légalisation des plans.

Le présent examen préalable repose sur les bases légales applicables. Nous réservons notre avis sur les adaptations du projet qui découleraient d'une évolution du cadre légal.

Tout droit du département pour l'approbation demeure expressément réservé.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Syndic, Mesdames et Messieurs les Municipaux, nos meilleures salutations.


Pierre Imhof
directeur général


Denis Richter
urbaniste

Copie
Services cantonaux consultés

Personne de contact : Denis Richter
T 021 316 74 30
E denis.richter@vd.ch
N/réf. 187392/DRR-nva

Lausanne, le 11 mai 2021

Commune de Chêne-Pâquier
Révision du plan d'affectation communal
Examen préalable

PRÉAVIS DES SERVICES CANTONAUX

Les points précédés d'une puce de type "●" sont des demandes qui doivent être prises en compte.

DIRECTION GÉNÉRALE DU TERRITOIRE ET DU LOGEMENT (DGTL)

Division de l'aménagement (DGTL-DAM)

1 BASES LÉGALES

- Loi du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT ; RS 700) ;
- Ordonnance du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (OAT ; RS 700.1) ;
- Loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC ; BLV 700.11) ;
- Règlement sur l'aménagement du territoire du 22 août 2018 de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (RLAT; BLV 700.11.2) ;
- Plan directeur cantonal.

2 CONTEXTE

La commune de Chêne-Pâquier est située dans le district du Jura-Nord vaudois. Le périmètre de la révision du plan d'affectation communal s'étend à l'ensemble du territoire communal d'une surface de 2,1 km².

La commune comptait 153 habitants au 31 décembre 2019.

Outre la réduction de la zone à bâtir, les principaux objectifs du plan d'affectation communal, établis par la Municipalité, sont les suivants :

- Maintien de la qualité de vie au sein de la commune ;
- Résolution des situations conflictuelles dans l'incohérence entre les limites de zones et celles du parcellaire ;

- Analyse et restructuration des zones affectées à des besoins publics ;
- Intégration de règles liées à la mobilité et au stationnement dans la réflexion de planification ;
- Protection du cadre naturel, paysager et patrimonial.

2.1 PRINCIPE D'AMENAGEMENT

2.1.1 Planification directrice

La DGTL-DAM demande de :

- Mentionner, dans le chapitre 1.5 Planifications de rang supérieur du rapport 47 OAT, les mesures des volets stratégiques et opérationnels du plan directeur régional qui s'appliquent à la commune de Chêne-Pâquier.

2.1.2 Stabilité des plans

Le plan général d'affectation (PGA) ainsi que le plan d'affectation fixant les limites des constructions de Chêne-Pâquier en vigueur ont été approuvés par le Département le 25 novembre 1998. Un Arrêté classant la réserve naturelle des Vallons des Vaux a été approuvé le 26 septembre 1975.

2.1.3 Dimensionnement de la zone d'habitations et mixtes

La zone d'habitation et mixte comprend la zone centrale 15 LAT ainsi que la zone d'habitation de très faible densité 15 LAT.

Concernant le dimensionnement de la zone d'habitation et mixte, le rapport 47 OAT fait état, après la présente révision, d'une surcapacité par rapport au besoin de 11 habitants.

La Direction Aménagement (DGTL-DAM) constate que plusieurs parcelles affectées en zone centrale 15 LAT sont encore libres de construction (parcelles n° 431 et 7) et que certaines parcelles permettent encore d'importants droits à bâtir (parcelles n° 48 et 304). Par ailleurs, celles-ci ne font pas l'objet de permis de construire en cours ou délivrés. De ce fait et vu la surcapacité restante, la DGTL-DAM demande de :

- Dézoner ces parcelles en zone agricole 16 LAT ou les rendre inconstructibles en les colloquant, partiellement ou totalement, en zone de verdure 15 LAT, dans le but de réduire au maximum la surcapacité par rapport au besoin.

2.1.4 Territoire urbanisé

Selon la fiche y relative, le territoire devrait figurer sur une orthophoto à l'échelle 1 :2000 afin de pouvoir estimer de manière concrète l'état de la situation actuelle. A la suite de cette vérification la DGTL-DAM demande de :

- Modifier le périmètre du territoire urbanisé en excluant les parcelles n° 7, 431, 434 qui sont libres de constructions ainsi que le bâtiment ECA n° 36 sur la parcelle n° 61, à usage agricole.

2.1.5 Disponibilité foncière

Selon les modifications apportées en relation avec les demandes du chapitre 2.1.3 Dimensionnement ci-dessus, la DGTL-DAM demande de :

- Revoir le chapitre 3.5 Disponibilité des terrains du rapport 47 OAT.

2.1.6 Plus-value

Selon les modifications apportées en relation avec les demandes du chapitre 2.1.3 Dimensionnement ci-dessus, la DGTL-DAM demande de :

- Revoir le chapitre 3.6 Plus-value du rapport 47 OAT.

2.1.7 Equipement

Selon le rapport 47 OAT, la totalité des zones à bâtir de la commune sont équipées au sens de l'article 19 LAT.

2.1.8 Information et participation

La Municipalité informera la population conformément aux dispositions légales à l'occasion de la mise à l'enquête du dossier et selon des modalités à déterminer.

2.2 AFFECTATION

2.2.1 Zone affectée à des besoins publics A et B

La DGTL-DAM adhère aux zones affectées à des besoins publics A et B ainsi qu'à leurs prescriptions.

2.2.2 Surface d'assolement

L'extension prévue de la zone centrale 15 LAT sur la parcelle n° 61 est inventoriée comme surface d'assolement (SDA). Au vu de son utilisation actuelle et de ses caractéristiques bâties, il s'agit d'un bâtiment agricole, cette extension n'est ni conforme à l'article 30 OAT, ni à la mesure F12 du PDCn. L'emprise n'étant pas justifiée, la DGTL-DAM demande de :

- Supprimer l'extension prévue de la zone centrale 15 LAT sur la parcelle n°61 (bâtiment agricole ECA n° 36).

3 **NORMAT**

Les dossiers de planification doivent être accompagnés de fichiers informatiques respectant la directive NORMAT. Ces fichiers doivent être livrés à la DGTL avant l'approbation. La DGTL recommande toutefois de les livrer avant la mise à l'enquête publique, afin de ne pas retarder l'approbation du dossier le moment venu.

4 **RÉPONDANT DGTL**

Denis Richter

Direction des projets territoriaux (DGTL-DIP)

N'a pas de remarque à formuler.

Référence : Denis Leroy

DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT (DGE)
--

Direction de l'énergie (DGE-DIREN)

1. **BASES LÉGALES**

- RS 814.01 Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) du 07.10.83
- RS 730.01 Loi vaudoise sur l'énergie (LVLEne) du 16.05.06 révisée

2. **PRÉAVIS**

2.1 **RÈGLEMENT DU PA**

Recommandations

Concernant l'article 23 al. 5, la DGE-DIREN rappelle que les bâtiments bien intégrés (note 4) ne possèdent pas de protection patrimoniale. Des travaux d'assainissement énergétique doivent être possibles sans restrictions particulières.

La Commission consultative pour la promotion et l'intégration de l'énergie solaire et de l'efficacité énergétique se tient à disposition des communes concernant l'intégration de capteurs solaires et l'isolation thermique des bâtiments dans le cas de biens culturels ou de sites naturels sensibles ou protégés. La DGE-DIREN rappelle que, selon l'article 14a LVLEne, elle doit être consultée avant un refus de la délivrance des permis de construire relatifs aux capteurs solaires et à l'isolation thermique.

3. RÉPONDANTE

Céline Pahud

Direction de l'environnement industriel, urbain et rural (DGE-DIREV)

Division air, climat et risques technologiques (DGE-ARC)

Lutte contre le bruit

1. Bases légales

- RS 814.01 Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) du 07.10.83
- RS 814.41 Ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OPB) du 15.12.86.

2. Préavis

Degré de sensibilité au bruit (DS) :

Les DS permettent de fixer les valeurs limites des zones auxquelles ils sont attribués.

La DGE/DIREV-ARC accepte l'attribution du degré de sensibilité DS à l'ensemble des zones du plan d'affectation communal, sous réserve des modifications suivantes :

Diminution de DS :

Une diminution d'un DS III vers II (ou IV vers III) sur une zone entraîne une réduction de 5 dB(A) des valeurs limites, soit une réduction de la charge sonore admissible au niveau des récepteurs sensibles de cette zone.

Un changement de valeur limite vers plus de sévérité pourrait engendrer des dépassements de valeurs limites pour des secteurs jusqu'ici conformes, avec pour conséquence un besoin d'assainissement supplémentaire. Ceci poserait des problèmes vis-à-vis des infrastructures

actuelles (routes, trains) et des industries, lesquelles peuvent avoir récemment fait l'objet de mesures ou d'étude d'assainissement du bruit.

- La zone d'habitation de très faible densité 15 LAT actuellement en zone village avec un DS III attribué est concernée par un changement de DS.

En conséquence, l'affectation de cette zone devrait être maintenue compatible avec les contraintes de bruit en conservant les DS actuels. Dans ce cas, la concordance Affectation-DS devra être également être vérifiée (DS III avec activité moyennement gênante).

Dans le cas où la diminution de DS serait maintenue, une analyse acoustique devra être fournie en identifiant les mesures d'assainissement nécessaires à mettre en œuvre, et, la faisabilité de ces mesures devra être vérifiée.

Le rapport explicatif selon l'art. 47 OAT indique que les émissions du bruit routier peuvent atteindre 59.9 dB(A) selon les plans de l'OFEV.

Le cadastre de l'OFEV peut être utilisé pour les routes nationales. Pour les routes cantonales et communales, le cadastre du bruit routier cantonal et le dossier d'assainissement du bruit routier plus précis doivent être utilisés.

La DGE/DIREV-ARC approuve cette planification quant aux aspects de protection contre le bruit.

3. Coordonnées du répondant de la DGE/DIREV-ARC

Olivier Maître

Division protection et qualité des eaux (DGE-PRE)

Assainissement urbain et rural (DGE-ASS/AUR)

1. Bases légales

- Art 7, 10 et 11 LEaux (Loi fédérale sur la protection des eaux)
- Art. 5 et 46 OEaux (Ordonnance sur la protection des eaux)
- Art. 20 LPEP (Loi sur la protection des eaux contre la pollution)
- Art. 19 et 22 LAT (Loi fédérale sur l'aménagement du territoire)
- Art. 53 et 54 LATC (Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions)

2. Généralités

Toutes les eaux usées produites à l'intérieur du PA devront être raccordées à la station d'épuration centrale. Les eaux claires ne doivent pas parvenir au réseau d'eaux usées à l'aval.

Les eaux claires ne doivent parvenir en aucun cas à la station d'épuration centrale. Si les conditions locales le permettent, celles-ci doivent être infiltrées dans le sous-sol, au moyen d'ouvrages ad hoc. Dans le cas où elles seraient raccordées au collecteur d'eaux claires existant, la capacité d'écoulement de ce dernier devra être vérifiée.

Le Plan Général d'Evacuation des Eaux (PGEE) de la Commune de Chêne-Pâquier a été approuvé par le Département le 25 Selon le rapport technique du PGEE de la commune de Chêne-Pâquier, certains collecteurs d'eaux claires sont en mauvais état et sous-dimensionnés et doivent être remplacés.

3. Préavis

3.1 Rapport 47 OAT

Il est pris bonne note que tel que cela est mentionné dans le Rapport 47 OAT, le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) sera adapté en tenant compte du nouveau PA adopté.

4. Coordonnées du répondant

Emmanuel Poget

Division surveillance, inspection et assainissement (DGE-ASS)

Assainissement industriel (DGE-ASS/AI)

SITES POLLUÉS

Aucune aire d'exploitation artisanale ou industrielle potentiellement contaminée (nécessitant éventuellement une surveillance ou un assainissement) n'est recensée dans le périmètre du projet.

L'ensemble des sites inscrits au cadastre vaudois des sites pollués peut être consulté sur le site cartographique de l'État de Vaud (<http://www.geoplanet.vd.ch/eaux/index.html>; choisir la carte "sites pollués" dans l'onglet "thèmes").

Référence : Sarah Cousteau

Direction des ressources et du patrimoine naturels (DGE-DIRNA)

Division géologie, sols et déchets (DGE-GEODE)

Dangers naturels (DGE-GEODE/DN)

Préambule

Sur mandat de la Direction générale de l'environnement (DGE), l'Unité des Dangers Naturels (DGE-DN) établit le préavis de synthèse relatif aux dangers naturels sur la base des préavis de

l'ensemble des Divisions compétentes au sein de la DGE (EAU, FORET). Au besoin, les cas sont discutés en Commission interservices des dangers naturels (CIDN).

Situation de dangers d'après les dernières données de base

Le périmètre du plan est partiellement exposé à du danger de glissement permanent (degré faible) d'après les cartes de dangers naturels.

Préavis et remarques

La problématique des dangers naturels a fait l'objet d'une ERPP par le bureau CSD Ingénieurs (Cf. note technique du 01.10.2020) ainsi que d'une transcription dans le plan et le règlement, conformément aux attentes de la DGE.

La DGE demande cependant de considérer les points suivants :

1. Plan

- Transcrire le secteur de restrictions également au-dessus des bâtiments, dans un souci de lisibilité.
- Ajouter la parcelle 9 aux secteurs de restrictions. Le bureau CSD Ingénieurs a été tenu au courant.

2. Règlement, art. 28

1. Dispositions générales :

- Alinéa 2 : ajouter « soumis à autorisation spéciale de l'ECA ».
- Alinéa 3 : modifier la phrase comme suit : « Lors de la demande de permis de construire, l'ECA peut exiger du requérant qu'il produise une évaluation locale de risque (ELR) afin de démontrer que : les exigences légales en matière de protection des personnes et des biens à l'intérieur des constructions, d'exposition limitée à l'extérieur des constructions et de prise en compte d'éventuels reports des dangers naturels sur les parcelles voisines sont remplies. ».
- Alinéa 4 : mettre « doivent » à la place de « peuvent ».

2. Secteurs de restrictions, généralités :

- supprimer

Répondante : Lucie Fournier

Carrières et dépôts d'excavation (DGE-GEODE/CADE)

N'a pas de remarque à formuler.

Répondant : Raphaël Yersin

Gestion des déchets (DGE-GEODE/GD)

N'a pas de remarque à formuler.

Répondant : Philippe Veuve

Protection des sols (DGE-GEODE/SOLS)

N'a pas de remarque à formuler.

Référence : François Füllemann

Division ressources en eau et économie hydraulique (DGE-EAU)

Economie hydraulique (DGE-EAU/EH)

1. BASES LÉGALES

- LATC, art 89 et 120
- LPDP, art 12ss
- LEaux
- Oeaux art. 41 a&b

2. DEMANDES ET RECOMMANDATIONS

Espace réservé aux eaux

A la légende du plan d'affectation, au titre Espace réservé aux eaux, doit être ajouté la mention suivante : « partie intégrante du Plan d'Affectation, voir plan annexé : « Plan des ERE n°..... ». Il est en effet nécessaire que les ERE et leurs largeurs soient formellement mis à l'enquête publique.

Le règlement en son art 29 doit être modifié comme suit :

1. L'espace réservé aux eaux ainsi que l'espace réservé aux étendues d'eau sont déterminés selon le droit fédéral (loi fédérale sur la protection des eaux et ordonnance sur la protection des eaux) et illustrés sur le plan. Sa largeur est définie selon la réglementation en vigueur. Sa position exacte est à délimiter sur site, en tout temps et selon les circonstances, selon la position de l'axe du cours d'eau et/ou de la ligne de rive constatée dans le terrain.
2. A l'intérieur de l'espace réservé aux eaux et de l'espace réservé aux étendues d'eau, sont réservées toutes autres dispositions légales notamment celles relatives à la protection des eaux.

3 COORDONNÉES DU RÉPONDANT

Jean-Christophe Dufour

Eaux souterraines - Hydrogéologie (DGE-EAU/HG)

1. BASES LÉGALES

- Loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux)
- Ordonnance fédérale sur la protection des eaux (OEaux)

2. GÉNÉRALITÉS

Le territoire de la commune de Chêne-Pâquier est concerné par les zones S1 et S2 de protection des eaux des captages « Riondalet », alimentant le réseau communal de distribution d'eau potable au Sud, et les zones S2 et S3 de protection des eaux des captages « La Braye », alimentant le réseau de distribution d'eau potable de la Commune de Chavannes-le-Chêne à l'Est.

Pour rappel, les zones S1 et S2 de protection des eaux sont légalement inconstructibles. La zone S3 demeure constructible, conformément aux Instructions pratiques fédérales pour la protection des eaux, soit principalement sous réserve des profondeurs d'excavation, évaluées de cas en cas en fonction des conditions hydrogéologiques locales, et de la sécurisation des équipements. L'implantation d'activités industrielles ou artisanales polluantes pour les eaux y est notamment interdite.

3. PRÉAVIS

Les zones S de protection des eaux concernent exclusivement de l'aire forestière et de la zone agricole. Il n'y a en conséquence pas de conflit majeur entre l'affectation et la protection des eaux souterraines d'intérêt public. Des conditions d'exploitation forestières et agricoles permettant de préserver la qualité des eaux souterraines devront toutefois être observées. Le secteur Au de protection des eaux, qui est moins restrictif que les zones de protection des eaux, ne concerne également aucune zone constructible.

3.1. RAPPORT D'AMÉNAGEMENT

Il est pris note du point 2.2.6 « Secteurs de protection des eaux et espace réservé aux eaux » du rapport qui est complet en ce qui concerne la protection des eaux souterraines.

- La terminologie des secteurs et zones de protection des eaux devra toutefois être corrigée au début du deuxième paragraphe. En effet, il s'agit bien des zones S1, S2 et S3 de protection des eaux.

3.2. PLANS

Les zones S de protection des eaux sont correctement reportés sur le plan de situation au 1:5'000, alors que le plan de la partie « Village » à l'échelle du 1:2'000 n'est pas concerné par les zones S de protection des eaux.

3.3. RÈGLEMENT D'APPLICATION

Il est pris note de l'article 30 du règlement d'application, qui est conforme à nos exigences.

En ce qui concerne les constructions souterraines, celles-ci peuvent être limitées, notamment dans le secteur Au de protection des eaux.

- En conséquence, une réserve au regard de la protection des eaux devra être introduite dans l'article 33 relatif aux constructions souterraines.

4. COORDONNÉES DU RÉPONDANT DUDIT SERVICE

Thierry Lavanchy

Division biodiversité et paysage (DGE-BIODIV)

1. BASES LEGALES ET REFERENCES

- Art. 18 LPN, 15 OPN, 4 et 4a LPNMS, 1 et 27 LATC
- PDirCant, Stratégie E, Mesures E21, E22

2. SITUATION

Le territoire de la commune de Chêne-Pâquier compte plusieurs inventaires de protection de la nature et du paysage (IMNS, arrêté classant la réserve naturelle des vallons des Vaux et de Flonzel, Corridor à faune, TIBP, TIBS, liaison biologique).

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi sur les géodonnées (RSV 510.62), le Canton doit établir, notamment pour les biotopes, les géodonnées relevant du droit fédéral. Si la cartographie des objets d'importance nationale est déjà effectuée, le travail est en cours pour les objets d'importance régionale et locale. Conformément à la procédure 12 et ss LPNMS, les communes seront consultées et les inventaires feront l'objet d'une publication ad hoc le moment venu. Ces objets cantonaux devront faire l'objet d'une protection et d'une affectation adéquates.

Il est donc recommandé de prendre d'ores et déjà en compte les biotopes d'importance régionale connus à ce jour de manière analogue à ceux d'importance nationale. Dans le cas de Chêne-Paquier, une prairie de grande qualité écologique est reconnue sur le territoire communal, au lieu-dit Le Posat, ainsi que plusieurs zones alluviales en bordure du Ruisseau des Vaux. La DGE-BIODIV recommande d'affecter le périmètre en « secteur de protection de la nature et du paysage 17 LAT » ou en « zone agricole protégée 16 LAT ». La DGE-BIODIV se tient à disposition pour la transmission des informations concernant les secteurs en question.

3. PREAVIS

3.1 RAPPORT 47 OAT

Le rapport 47 OAT identifie correctement les différents inventaires de protection de la nature et du paysage. Il pourrait néanmoins être complété par une description des biotopes d'importance régionale et locale.

Demandes

- Chapitre 2.2.2. Préciser que l'IMNS comprend le Ruisseau des Vaux, Le Flonzel et le Ruisseau du Maupas.

Recommandations

- Ajouter les biotopes d'importance régionale et locale, comme décrit ci-dessus.

3.2 PLAN

Les vergers haute-tige présents autour des villages représentent des éléments importants pour la faune, pour la préservation du patrimoine fruitier et pour du paysage rural. La DGE-BIODIV encourage la Municipalité à prévoir des dispositions, sur le plan et dans le règlement, visant à mieux les préserver.

De plus, certains secteurs mériteraient une affectation en « zone agricole protégée 16 LAT » afin de garantir la fonctionnalité des corridors à faune ou des liaisons biologiques.

Recommandations

- Ajouter une « zone agricole protégée 16 LAT » permettant de préserver les vergers haute-tige en bordure du village. Il s'agit en particulier des parcelles 11, 12, 14, 15, 16, 46, 52, 431 et 441.
- Affecter les biotopes d'importance régionale et locale en « Secteur de protection de la nature et du paysage 17 LAT ».
- Affecter les parcelles 61 et 122 en « zone agricole protégée 16 LAT » afin de garantir à long terme l'intérêt de ces haies pour la faune et la flore.

- Affecter une surface en « zone agricole protégée 16 LAT » au lieu-dit Sur Riaux, afin de garantir la fonctionnalité du corridor à faune entre les différents boisements.

3.3 RÈGLEMENT

Plusieurs articles du règlement permettent une bonne protection de la biodiversité et du paysage. Cependant quelques demandes et recommandations vous sont formulées afin de préciser quelques points.

Demandes

- Art. 10. Préciser comme suit : « Les accès routiers et les espaces de stationnement y sont également admis pour autant qu'ils soient réduits au strict nécessaire et qu'aucune autre possibilité ne permette leur installation sur une surface constructible de la parcelle. De plus le stationnement devra être réalisé au moyen de matériaux perméables tels que le gravier, le tout-venant, les pavés ou les grilles-gazon. »
- Art 38. Préciser comme suit : « La plantation de thuyas et de lauriers, ainsi que d'espèces figurant sur la liste noire officielle et la liste de contrôle (watchlist) des espèces exotiques envahissantes est interdite. »

Recommandations

- Art 13, ajouter un alinéa comme suit (suggestion de formulation) : « Les vergers haute-tige existants doivent être sauvegardés et complétés, lorsqu'il y a dépérissement, par des arbres fruitiers d'essences régionales. »
- Ajouter un article comme suit concernant le « Secteur de protection de la nature et du paysage 17 LAT » : Ce secteur, superposé à une affectation principale, est destiné à assurer la conservation à long terme d'un biotope protégé au sens de la législation sur la protection de la nature. Aucune atteinte ne doit lui être portée. Seuls les aménagements et les constructions conformes aux buts de protection sont admis.
- Article à ajouter comme suit (suggestion de formulation) : « Une attention particulière sera portée sur le fait de limiter la pollution lumineuse. On privilégiera notamment un éclairage dynamique avec extinction lors des heures creuses de la nuit. L'éclairage des jardins sera limité autant que possible. »

3.4 CONCLUSION

Sous réserve de la prise en compte des demandes ci-dessus, la DGE biodiversité et paysage préavise favorablement le PACom. Le dossier modifié lui sera remis pour approbation.

4. COORDONNÉES DU CORRESPONDANT DU SERVICE

Franco Ciardo

Division inspection cantonale des forêts (DGE-FORET)

1. FORET

1. Plan

Délimitation de l'aire forestière

La limite de la forêt est figurée correctement sur le plan d'affectation, dans les zones à bâtir et dans la bande des 10 mètres qui les confine. Elle correspond à la délimitation de la forêt effectuée par l'Inspection des forêts du 8e arrondissement en date du 16.07.2020.

Le plan d'affectation ne permet toutefois pas de distinguer clairement l'aire forestière figurant à titre indicatif, de celle qui confine la zone à bâtir et dont la limite légale est fixée dans le plan au sens de l'art. 13 al 1 LFo. Dans les zones à bâtir et dans la bande des 10 mètres qui les confine, le plan doit donc être complété afin de faire ressortir cette distinction (2 légendes) :

- Légende 1 (p. ex., fond vert + liseré rouge) : Aire forestière 18 LAT selon constatation de la nature forestière (art. 13 al. 1 LFo)
- Légende 2 (p. ex., fond vert) : Aire forestière 18 LAT à titre indicatif (art. 1 RLVLFO)

Affectations

Les affectations projetées ne présentent pas d'inconvénients majeurs pour la forêt (pression, exploitation forestière, vidange des bois, accès du public, etc). Les objectifs de planification sont compatibles avec la conservation de la forêt.

Périmètres d'implantation

Les périmètres d'implantation situés à moins de 10 mètres des lisières forestières présentent des inconvénients majeurs pour la forêt (pression, exploitation forestière, vidange des bois, accès du public, etc). Dans le cadre de la procédure de permis de construire, le principe de l'octroi, d'une dérogation pour construction à proximité de la forêt selon l'article 27 LVLFO ne peut pas être admis.

La DGE-FORET précise que les travaux (terrassements, fouilles, etc.) et aménagements extérieurs (luminaires, cheminements, etc) nécessaire à la réalisation et à l'usage des ouvrages/bâtiments doivent également être situés à plus de 10 mètres de l'aire forestière.

1. Constatation de la nature forestière

Le présent plan d'affectation constitue le document formel de constatation de la nature forestière et de limite des forêts aux termes de la législation forestière fédérale, dans les zones à bâtir et dans la bande des 10 mètres confinant celles-ci.

Une fois le plan d'affectation approuvé par le Département en charge de l'aménagement du territoire, la délimitation des forêts en rapport avec la zone à bâtir devra être suivie d'une mise à

jour des natures au registre foncier pour les parcelles concernées. A cette fin des plans de mise à jour des natures et les tableaux de mutation correspondants devront être établis par un ingénieur géomètre breveté, inscrit au registre fédéral des ingénieurs géomètres, puis transmis à l'Inspection des forêts du 8e arrondissement pour approbation.

2. Règlement

Les dispositions réglementaires relatives à l'aire forestière ne sont pas suffisantes et doivent être corrigées comme suit :

- ² Il est notamment interdit, sans autorisation préalable du service forestier, d'abattre des arbres, de faire des dépôts, d'ériger des clôtures, de bâtir et de faire des feux en forêt et à moins de 10 mètres des lisières.

3. Rapport d'impact

Sur le plan forestier, les impacts du plan d'affectation sur l'aire forestière ont été correctement appréhendés, raison pour laquelle nous pouvons souscrire aux analyses et conclusions du rapport d'impact sur l'environnement.

4. Enquête publique

La délimitation des forêts dans les zones à bâtir et dans la bande des 10 mètres confinant celles-ci devra être mise à l'enquête en même temps que le plan d'affectation et l'avis d'enquête mentionner expressément que l'enquête publique porte également sur :

- la délimitation de l'aire forestière.

A l'échéance du délai d'enquête, il y aura lieu d'inviter la commune à transmettre à la DGE-FORET les éventuelles oppositions relatives à la délimitation de l'aire forestière, pour traitement.

C. CONCLUSION

Sous réserve de la prise en considération des remarques formulées ci-dessus, la DGE-FORET délivre un préavis favorable à l'approbation du plan d'affectation par le Département en charge de l'aménagement du territoire.

BASES LEGALES

- art. 16 LVLFo (mise à l'enquête publique)
- art. 17 LVLFo (défrichement, compétence)
- art. 18 LVLFo (défrichement, procédure)
- art. 23 LVLFo (constatation de la nature forestière, compétence)
- art. 24 LVLFo (constatation de la nature forestière, procédure)
- art. 25 LVLFo (constructions et installation en forêt)
- art. 27 LVLFo (distance par rapport à la forêt)

- art. 28 LVLFo (accès)
- art. 32 LVLFo (Exploitations et installations préjudiciables)
- art. 33 LVLFo (Feux)
- art. 34 LVLFo (Dépôts)
- art. 35 LVLFo (Dommages aux forêts et pâturages boisés)
- art. 53 LVLFo (martelage)
- art. 58 LVLFo (exploitation et vidange)
- art. 23 RLVLFo (Obligation de boiser)
- art. 25 RLVLFo (constructions et installation en forêt)
- art. 24 RLVLFo (Délimitation des forêts par rapport à la zone à bâtir)
- art. 26 RLVLFo (distance par rapport à la forêt)
- art. 36 RLVLFo (dangers naturels)

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMMEUBLES ET DU PATRIMOINE (DGIP)

Division monuments et sites (DGIP-MS)

BASES LEGALES ET AUTRES REFERENCES

Inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS)

- Loi fédérale du 1er juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (LPN, RS 451), art. 4-5-6
- Ordonnance du 13 novembre 2019 concernant l’Inventaire fédéral des sites construits à protéger en Suisse (OISOS, RS 451.12)
- Fiche d’application - Patrimoine culturel – Inventaire des sites construits est disponible sur le site du canton de Vaud.

La commune de Chêne-Pâquier est à l’Inventaire fédéral des sites construits d’importance nationale à protéger en Suisse (ISOS).

La DGIP-MS relève en particulier plusieurs éléments dont l’objectif de sauvegarde A/a a été fixé. Le Quartier du Chêne (P 1) est constitué principalement de fermes du 18 ou 19ème siècle. Quant au Quartier du Pâquier (E 0.1) situé au contrebas du noyau principal, des fermes et des bâtiments ruraux se regroupent autour du temple de plan elliptique sommé d’un clocheton (EI 0.1.1) et de la cure de plan rectangulaire avec un toit à croupes (EI 0.1.2). La commune possède également des champs et des vergers descendant vers les ruisseaux du Flonzel et des Vaux (EE I), un plateau agricole et un glaciis au nord (EE II).

Transcription de l’ISOS dans la planification

- définir des secteurs de protection du site bâti 17 LAT afin de garantir les objectifs de sauvegarde A du P1 et de l’E 0.1 émis par l’ISOS.

Parcelle No 52

- supprimer la zone de verdure afin de garantir l'objectif de sauvegarde a du PE I émis par l'ISOS.

Limites des constructions

La DGIP-MS n'a pas de remarque à formuler.

Protection du patrimoine bâti

- Loi sur la protection de la nature, des monuments et des sites (LPNMS), art. 49
- Règlement d'application de la LPNMS (RLPNMS), art. 30
- Fiche d'application - Patrimoine culturel - Recensement architectural et protections spéciales est disponible sur le site du canton de Vaud.

La commune de Chêne-Pâquier compte plusieurs objets notés au recensement architectural du canton de Vaud consultable sur le site <https://www.recensementarchitectural.vd.ch/territoire/recensementarchitectural/>.

La DGIP-MS relève en particulier l'objet noté *1* au recensement architectural :

- Eglise réformée, ECA 32, sur la parcelle 55, classée MH, MHCF et PBCA, dont la cloche du XVe siècle, la chaire et la cloche du collège de 1772 et la cloche de 1644 sont classées MH,

ainsi que les objets notés noté *2* au recensement architectural :

- Maison paysanne, ECA 34, sur la parcelle 57, classée INV, Cure, ECA 31, sur la parcelle 47, classée MH sur l'extérieur, INV sur toutes les parties non-classées et PBCA sur l'ensemble

Le dépliant « Monuments et sites » décrivant les outils, le cadre légal et les compétences est également consultable sur le site

<https://www.vd.ch/themes/territoire-et-construction/monuments-et-sites/>

Les objets classés monument historique et les objets inscrits à l'inventaire sont protégés par la loi. Sans distinction de note, les objets recensés au recensement architectural qui ne bénéficient pas d'une mesure de protection spéciale au sens de la LPNMS ne sont pas protégés.

Dès lors, la DGIP-MS demande d'indiquer sur la légende du PACom les différentes mesures de protection en se référant au modèle de légende type suivant :

- objets classés monuments historiques (p. ex. hachuré en carreaux)
- objets inscrits à l'inventaire (p. ex. hachuré en diagonal)

Monuments culturels - objets protégés par une mesure communale (Code 8101 de la directive NORMAT). (Les géodonnées relatives à cette couche devront être transmises à la DGTL).

- objets notés 1 au recensement architectural (rouge)

- objets notés 2 au recensement architectural (rose)
- objets notés 3 au recensement architectural (violet)
- objets notés 4 au recensement architectural (bleu)

Inventaire des voies de communication historiques (IVS)

- Constitution fédérale de la Confédération suisse, art. 78
- Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN), art. 4-5-6
- Ordonnance concernant l'inventaire fédéral des voies de communication historiques de la Suisse (OIVS) approuvée par le Conseil fédéral le 14 avril 2010, art. 3-6-7
- Loi sur la protection de la nature, des monuments et des sites (LPNMS), art. 4 et 46
- Mesure C11 « Patrimoine culturel et développement régional » du plan directeur cantonal (PDCn)

Plusieurs voies de communication historiques d'importance nationale, régionale et locale traversent la commune de Chêne-Pâquier. Elles sont consultables sur le site <https://www.ivs.admin.ch/fr/>.

Les tronçons de la voie de communication historique d'importance nationale VD 20.4.3 « par La Scie », VD 20.4 « par Bioley-Magnoux » et VD 20.5 « Route du XIXe siècle » sont accompagnés de substances constituées principalement de matériau meuble et de talus. De plus, l'église borde la voie de communication historique d'importance nationale VD 20.4 « par Bioley-Magnoux » sur le tronçon situé à la sortie ouest du village.

La substance du tronçon de la voie de communication historique d'importance régionale VD 209 « Lucens-Yvonand » est composé de talus avec matériau meuble.

La substance des tronçons des voies d'importance locale VD 930 « Chêne-Pâquier – VD 20.5 » est relevée également.

Cette substance doit être préservée et faire l'objet d'une attention particulière en cas de travaux de même que la substance historique des voies de communication historique d'importance locale.

La DGIP-MS demande de :

- Représenter les voies de communications historiques d'importance nationale avec substance soumises à l'Ordonnance concernant la protection des voies de communication historiques de la Suisse (OIVS).

La DGIP-MS recommande de représenter les voies de communications historiques d'importance locale avec substance.

Parcs et jardins historiques certifiés ICOMOS

- Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT), art. 1-3-17
- Mesure C11 « Patrimoine culturel et développement régional » du plan directeur cantonal (PDCn)

Le recensement des parcs et jardins historiques certifiés ICOMOS, consultable sur le site du recensement architectural cantonal <http://www.jardinshistoriques.vd.ch/Territoire/JardinsHistoriques/> certifie plusieurs jardins historiques sur Chêne-Pâquier.

Il s'agit de jardins privés, du cimetière, du jardin du Temple et du jardin de la Cure.

Cet inventaire peut être utilisé comme donnée de base lors de travaux de construction ou d'aménagement, car il donne de précieuses indications sur la valeur des espaces paysagers sis aux abords des constructions existantes.

La DGIP-MS recommande de planifier des secteurs de protection du site bâti17 LAT pour l'ensemble des périmètres des parcs et jardins certifiés ICOMOS situés dans la zone à bâtir.

En dehors, de la zone à bâtir, la DGIP-MS recommande de réfléchir à une affectation adéquate permettant de garantir la préservation de l'entière des jardins. En effet, le jardin historique situé sur la parcelle n°14 ne fait pas l'objet de mesure de protection spéciale supplémentaire.

Règlement du plan d'affectation communal

Art. 5.13 al.2 :

- Remplacer le texte « service cantonal compétent » par « Département compétent ». Uniformiser sur l'ensemble du RPACom.

Art. 23 :

- Conformément à la terminologie de la LPNMS, remplacer « bâtiment(s) » par « objet(s) ».

Art.25 al. 5 :

- Remplacer le texte « Section Monuments et sites » par « Département compétent ». Uniformiser sur l'ensemble du RPACom.

Art.37 al.2 :

- Remplacer le texte « les sites des bâtiments classés ou portés à l'Inventaire cantonal des monuments » par « les sites des bâtiments classés ou inscrits à l'Inventaire des monuments non-classés ».

Fontaines

- Prévoir une mesure de protection communale visant à sauvegarder les fontaines du village.

Parcs et jardins historiques certifiés ICOMOS

- Compléter le RPACom en ajoutant des dispositions permettant la préservation des parcs et jardins historiques, sur l'ensemble de leur périmètre.
- Pour le secteur de protection de site bâti 17 LAT, un nouvel alinéa peut être ajouté mentionnant à titre d'exemple: « ce secteur est destiné à préserver les qualités paysagères des parcs et jardins historiques certifiés ICOMOS (arbres remarquables, murs ou tout élément participant au caractère du jardin). Toute demande de permis de construire sur ce secteur doit être accompagnée d'une étude paysagère établie par un bureau spécialisé et soumise à la Municipalité ».

Rapport 47 OAT

Patrimoine bâti

Chapitre 2.2.3 R47OAT §1 :

- Remplacer le texte « recensement architectural et des sites du canton de Vaud » par « recensement architectural du canton de Vaud ».

IVS

Chapitre 2.2.3 §5 :

La DGIP-MS recommande de :

- Compléter le paragraphe relatif à l'IVS du chapitre 2.2.3 R47OAT en indiquant les mesures de protection assurant le maintien de la substance historique qui caractérise les objets d'importance nationale et locale relevés.

De plus, la voie VD 20.5 « Route du XIXe siècle » qui borde la limite communale au sud n'est pas mentionnée ; la représenter sur le plan également.

Parcs et jardins historiques certifiés ICOMOS

La DGIP-MS recommande de :

- Compléter le R47OAT en indiquant les parcs et jardins historiques de Chêne-Pâquier à l'aide d'une carte et en précisant les mesures de protection adéquates pour les préserver.

Répondante : Caroline Caulet-Cellery

Division archéologie cantonale (DGIP-ARCHE)

Bases légales

- la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN, 1966)
- l'ordonnance concernant l'inventaire fédéral des voies de communication historiques de la Suisse (OIVS, 2010)

- la loi cantonale sur la protection de la nature, des monuments et des sites (LPNMS, 1969) et son règlement d'application (RLPNMS, 1989).
- Plan directeur cantonal (PDCn), mesure C11 / E11

L'Archéologie cantonale (AC) constate que les enjeux liés à l'archéologie apparaissent bien sur le plan et au chapitres 2.2.3 Patrimoine et chap.4.1.2 Protection du patrimoine du rapport selon art. 47 OAT qui font mention de 3 régions archéologiques présentes sans élément descriptif. L'article 24 du règlement fixe les modalités liées à la protection de ce patrimoine.

Certains points doivent être améliorés :

Rapport selon 47 OAT :

- Notifier que le Vallon des Vaux (RA 357/301) est classé au titre de monument historique vaudois.
- La région 356/301 se trouve normalement sur le territoire communal de Chavannes-le-Chêne, elle peut-être sans autre retirée.
- La présence de vestiges selon art. 46 LPNMS hors des régions archéologiques n'étant pas exclue, le rapport selon art. 47 OAT mentionnera qu'en vertu de la protection générale des vestiges prévue par la LPNMS (art. 46 LPNMS et art. 2 RLPNMS), l'Archéologie cantonale doit être intégrée et consultée lors de l'élaboration de plans d'affectation et lors de la planification de projets ayant un impact important au sol.

Règlement :

Concernant le règlement, la forme n'est pas tout à fait satisfaisante. Le département des infrastructures ne porte plus ce nom et l'Archéologie cantonale est devenue une division au sein du DFIRE, Département des finances et des relations extérieures. En lieu et place, l'article 24 pourrait se présenter comme suit:

Règlement Art. 24 Archéologie

al.1 Inchangé

al.2 En vertu de l'art. 67 LPNMS, tous travaux dans le périmètre des régions archéologiques doivent faire l'objet d'une autorisation spéciale du Département en charge des monuments, sites et archéologie.

al.3 L'Archéologie cantonale doit être intégrée dès la phase de planification et consultée lors de l'élaboration de plans directeurs, d'affectation ou de projets ayant un impact important au sol.

En conclusion et sous réserve de ce qui précède l'Archéologie cantonale préavise favorablement au projet de PACom de Chêne-Pâquier.

Répondant : Yannick Dellea

**ETABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE ET LES ELEMENTS NATURELS
(ECA)**

Prévention des incendies et des éléments naturels

L'ECA se rallie au préavis de la DGE-DIRNA-GEODE-DN.

Référence : 2020/D/1251

**DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DES AFFAIRES VETERINAIRES
(DGAV)**

Direction de la viticulture et de l'économie rurale – secteur promotion et structures

Surfaces d'assolement (SdA)

Le rapport 47 OAT traite de la question des SdA à satisfaction. Le bilan positif en terres agricoles et potentiellement positif en SdA, même si faible, est réjouissant.

En l'état, la DGAV préavis positivement.

Répondant : Walter Frei

DIRECTION GENERALE DE LA MOBILITE ET DES ROUTES (DGMR)

Division administration mobilité (DIRH/DGMR/ADM)

Division planification (DGMR-P) / Division management des transports (DGMR-MT)

Stationnement pour voitures / vélos

Sur la base de l'article 24, al.3 de la Loi sur l'aménagement du territoire (LAT; RS 700), ainsi que de l'article 40a du Règlement d'application de la Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (RLATC; RS 700.11.1), le Règlement de la planification doit se référer aux normes en vigueur de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (actuellement VSS 640281 et VSS 640065 pour les vélos) afin de fixer le besoin en places de stationnement pour les voitures et les vélos.

Or, l'article 36, alinéa 1 du règlement du PA indique que « La Municipalité fixe le nombre de places de stationnement ou de garages pour les véhicules en fonction de l'importance et de la destination des constructions. Leur aménagement doit être réalisé exclusivement sur parcelle privée et aux frais des propriétaires. Il est exigé au minimum 2 places de stationnement en plein air ou couvertes par logement. »

La DGMR-P constate que cette disposition n'est conforme ni à la norme, ni aux dispositions légales. La DGMR-P demande en conséquence de :

- Fixer le nombre de places à réaliser sur la base d'un ratio par 100 m² (éventuellement avec un minimum de 1 place par logement). La DGMR-P recommande l'usage de la valeur retenue dans la norme VSS, soit 1 place par 100 m². De cette manière, un simple renvoi à la norme à l'article 36 du règlement suffit.

A noter que les dispositions de la norme permettent de s'écarter des valeurs prévues afin de tenir compte des situations particulières.

La DGMR-P constate que dans le cas de Chêne-Pâquier, la faible desserte par les transports publics constitue une condition locale particulière permettant d'appliquer cette disposition de la norme.

La DGMR-P laisse le soin à la municipalité de fixer dans le règlement un ratio par 100 m² adapté aux conditions particulières de la commune.

Il est à noter que selon l'Atlas statistique du canton de Vaud, la Commune de Chêne-Pâquier compte 94 véhicules immatriculés (donnée 2019) pour 70 logements (donnée 2019), cela correspond à un ratio d'environ 1,34 véhicule par logement, soit largement moins que la valeur donnée dans le règlement. Ce ratio peut constituer une référence pour dimensionner le stationnement des logements futurs.

Division finances et support – routes (DIRH/DGMR/FS)

Le long de la RC 415, depuis l'angle est du bâtiment ECA 55 de la parcelle 100, il faut conserver la limite des constructions (LC) existante approuvée le 25.11.1998. A l'exception de la parcelle 103 où la LC ne doit pas couper l'angle est du bâtiment ECA 104 (à vérifier par le mandataire).

De plus, sur le plan des LC, il faut ajouter le nom des rues et la nomenclature complète relative aux routes cantonales.

Référence : Daniela Cabiddu

SERVICE DE LA PROMOTION DE L'ECONOMIE ET DE L'INNOVATION (SPEI)

Economie régionale

N'a pas de remarque à formuler.

Référence : Olivier Roque

Office de la consommation – Inspection des denrées alimentaires et des eaux- distribution de l'eau (OFCo)

1. BASES LÉGALES

Loi sur la distribution de l'eau (LDE, RSV 721.31), Règlement sur l'approbation des plans directeurs et des installations de distribution d'eau et sur l'approvisionnement en eau potable en temps de crise (RAPD, RSV 721.31.1).

2. GÉNÉRALITÉS

Pas de remarque particulière au vu des informations fournies par le plan directeur de la distribution de l'eau (PDDE). Le rapport selon art. 47 OAT doit toutefois être complété à ce sujet (point 2.3.3 page 12).

3. PRÉAVIS

Moyennant ce complément au rapport, l'OFCO-DE préavise favorablement le dossier soumis.

Référence : Christian Hoenger

SERVICE DE LA SECURITE CIVILE ET MILITAIRE (SSCM)

Protection civile (SSCM-PCI)

Obligation de construire un abri selon l'article 17 lettre 1a de l'OPCi, au sein de nouveaux immeubles d'habitation, EMS et Hôpitaux. Le nombre de places protégées à réaliser sera déterminé lors de la dépose du permis de construire.

Référence : Pamela Nunez